L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 7 FEVRIER 1855.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Cour.
Bureaux-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUVOUX.
E. DUVERGER. S. HARRY.
57 62, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 7 FEVRIER.

La Médiation américaine.

Le projet de médiation, qui a tant occupé les esprits aux Etats-Unis, n'a pas été accueilli avec une grande faveur de l'autre côté du Pô-océan. On devrait s'y attendre. Dans une question comme celle qui a forcé la France et l'Angleterre à prendre les armes contre la Russie, les intérêts matériels des parties belligérantes sont trop évidents pour que l'intervention d'un arbitre devienne nécessaire. Ce que voulant et ce nomment les puissances occidentales, c'est le démembrement de la Russie dans l'intérêt de l'équilibre européen; ce que cherche à conserver la Russie, c'est en représailles dans le mer Noire et son influence prépondérante en Turquie.

Entre des prétentions aussi opposées il n'y a pas de terme moyen. Si la guerre avait été allumée par une question d'honneur national, les puissances belligérantes seraient peut-être la médiation des Etats-Unis, car les différends de cette nature se règlent aisément par de fraiches explications, des dépositions conciliantes et le bon vouloir des parties hostiles. Mais de moment qu'il s'agit d'équilibre de pouvoir, de prépondérance politique, en un mot d'intérêts moraux et matériels, la question se trouve posée dans des termes trop clairs pour qu'il faille recourir à l'arbitrage d'un tiers.

Aux Etats-Unis même l'opinion publique n'a pas un seul instant pris le change : personne n'ignorait que le projet de médiation dut avorter, mais le rôle important que l'on prêtait aux Etats-Unis flattait l'amour propre national. La question a donc été sérieusement discutée, et cette gravité de commande n'était pas le côté le moins plaisant de l'incident. A lire quelques uns des journaux les plus influents de l'Union, il était facile, sans l'expression douteuse de bienveillance, de comprendre que l'offre de notre médiation leur semblait assez singulière, mais sans se déclarer ouvertement les champions du projet ils le discutaient néanmoins avec complaisance.

Le *Times* de Londres a été le premier à s'occuper de petit complot pacifique qui se tramait parmi nous et il en a parlé de manière à dédommager les partisans de la médiation sans toutefois froisser leur amour-propre. Voici comment s'exprime ce journal :

« Les arguments par lesquels les champions de la médiation essaient d'amener leurs compatriotes à embrasser leurs vues, sont fondés principalement sur le sentiment que possède la nation américaine de son importance. Ils disent que l'Union ayant de grands intérêts commerciaux à protéger dans toutes les mers, ne peut rester en dehors des conseils des autres Etats, et que la république a atteint un degré d'importance et de pouvoir qui lui donne droit à être admis dans ces conseils sur un pied d'égalité avec les Etats les plus influents.

« Les citoyens des Etats-Unis peuvent être persuadés que leurs prétentions si naturelles et si raisonnables ne seront pas combattues en Europe. Ce n'est pas surtout en Angleterre que les contestera. Mais d'un autre côté les Américains comprendront que leur offre de médiation paisse être refusée sans pour cela qu'ils en trouvent offensés. S'ils sont libres de nous offrir leurs bons offices, nous sommes libres à notre tour de ne pas les accepter. La médiation offerte peut être repoussée, et, après de multiples explications, il reste démontré que le médiateur et les puissances belligérantes ne sont pas d'accord sur la nature du différend ou les principes en litige. Cette différence d'opinion mettrait l'une ou l'autre des parties intéressées dans l'impossibilité d'accepter l'arbitrage du médiateur, malgré l'amitié et l'estime existant entre elles et celui-ci.

« Le trait, cela langage, quoique fort respectueux et plein de convenance, est parfaitement clair. Le *Times* n'exprime pas seulement sa propre pensée, c'est celle de l'Angleterre, de la France, de la Turquie, de la Russie même qu'elle traduit dans ces colonnes. L'arbitrage des Etats-Unis, si il eût été accepté, serait une véritable énigme dans l'imbroglio de la question d'Orient. On conçoit que l'Autriche se soit efforcée d'opérer un rapprochement entre les puissances occidentales et la Russie, parce qu'elle avait de graves intérêts à défendre et que la guerre ne pouvait éclater sans qu'elle fut fatalement entraînée à jouer un rôle actif sur les champs de bataille. Elle avait donc à résoudre la question le même intérêt que la France et la Russie.

Mais nous, pouvons-nous envisager la question du même oeil que ces dernières puissances? Pouvons-nous comprendre, comme elles mêmes, leurs intérêts et les sauvegarder avec la même sollicitude? Nous faisons-nous une idée exacte et sentons-nous assez nettement la nécessité de ces gênes politiques, en un mot d'intérêts moraux et matériels, la question se trouve posée dans des termes trop clairs pour qu'il faille recourir à l'arbitrage d'un tiers.

Aux Etats-Unis même l'opinion publique n'a pas un seul instant pris le change : personne n'ignorait que le projet de médiation dut avorter, mais le rôle important que l'on prêtait aux Etats-Unis flattait l'amour propre national. La question a donc été sérieusement discutée, et cette gravité de commande n'était pas le côté le moins plaisant de l'incident. A lire quelques uns des journaux les plus influents de l'Union, il était facile, sans l'expression douteuse de bienveillance, de comprendre que l'offre de notre médiation leur semblait assez singulière, mais sans se déclarer ouvertement les champions du projet ils le discutaient néanmoins avec complaisance.

Le *Times* de Londres a été le premier à s'occuper de petit complot pacifique qui se tramait parmi nous et il en a parlé de manière à dédommager les partisans de la médiation sans toutefois froisser leur amour-propre. Voici comment s'exprime ce journal :

« Les arguments par lesquels les champions de la médiation essaient d'amener leurs compatriotes à embrasser leurs vues, sont fondés principalement sur le sentiment que possède la nation américaine de son importance. Ils disent que l'Union ayant de grands intérêts commerciaux à protéger dans toutes les mers, ne peut rester en dehors des conseils des autres Etats, et que la république a atteint un degré d'importance et de pouvoir qui lui donne droit à être admis dans ces conseils sur un pied d'égalité avec les Etats les plus influents.

« Les citoyens des Etats-Unis peuvent être persuadés que leurs prétentions si naturelles et si raisonnables ne seront pas combattues en Europe. Ce n'est pas surtout en Angleterre que les contestera. Mais d'un autre côté les Américains comprendront que leur offre de médiation paisse être refusée sans pour cela qu'ils en trouvent offensés. S'ils sont libres de nous offrir leurs bons offices, nous sommes libres à notre tour de ne pas les accepter. La médiation offerte peut être repoussée, et, après de multiples explications, il reste démontré que le médiateur et les puissances belligérantes ne sont pas d'accord sur la nature du différend ou les principes en litige. Cette différence d'opinion mettrait l'une ou l'autre des parties intéressées dans l'impossibilité d'accepter l'arbitrage du médiateur, malgré l'amitié et l'estime existant entre elles et celui-ci.

« Le trait, cela langage, quoique fort respectueux et plein de convenance, est parfaitement clair. Le *Times* n'exprime pas seulement sa propre pensée, c'est celle de l'Angleterre, de la France, de la Turquie, de la Russie même qu'elle traduit dans ces colonnes. L'arbitrage des Etats-Unis, si il eût été accepté, serait une véritable énigme dans l'imbroglio de la question d'Orient. On conçoit que l'Autriche se soit efforcée d'opérer un rapprochement entre les puissances occidentales et la Russie, parce qu'elle avait de graves intérêts à défendre et que la guerre ne pouvait éclater sans qu'elle fut fatalement entraînée à jouer un rôle actif sur les champs de bataille. Elle avait donc à résoudre la question le même intérêt que la France et la Russie.

Mais nous, pouvons-nous envisager la question du même oeil que ces dernières puissances? Pouvons-nous comprendre, comme elles mêmes, leurs intérêts et les sauvegarder avec la même sollicitude? Nous faisons-nous une idée exacte et sentons-nous assez nettement la nécessité de ces gênes politiques, en un mot d'intérêts moraux et matériels, la question se trouve posée dans des termes trop clairs pour qu'il faille recourir à l'arbitrage d'un tiers.

Mais nous, pouvons-nous envisager la question du même oeil que ces dernières puissances? Pouvons-nous comprendre, comme elles mêmes, leurs intérêts et les sauvegarder avec la même sollicitude? Nous faisons-nous une idée exacte et sentons-nous assez nettement la nécessité de ces gênes politiques, en un mot d'intérêts moraux et matériels, la question se trouve posée dans des termes trop clairs pour qu'il faille recourir à l'arbitrage d'un tiers.

Aux Etats-Unis même l'opinion publique n'a pas un seul instant pris le change : personne n'ignorait que le projet de médiation dut avorter, mais le rôle important que l'on prêtait aux Etats-Unis flattait l'amour propre national. La question a donc été sérieusement discutée, et cette gravité de commande n'était pas le côté le moins plaisant de l'incident. A lire quelques uns des journaux les plus influents de l'Union, il était facile, sans l'expression douteuse de bienveillance, de comprendre que l'offre de notre médiation leur semblait assez singulière, mais sans se déclarer ouvertement les champions du projet ils le discutaient néanmoins avec complaisance.

Le *Times* de Londres a été le premier à s'occuper de petit complot pacifique qui se tramait parmi nous et il en a parlé de manière à dédommager les partisans de la médiation sans toutefois froisser leur amour-propre. Voici comment s'exprime ce journal :

« Les arguments par lesquels les champions de la médiation essaient d'amener leurs compatriotes à embrasser leurs vues, sont fondés principalement sur le sentiment que possède la nation américaine de son importance. Ils disent que l'Union ayant de grands intérêts commerciaux à protéger dans toutes les mers, ne peut rester en dehors des conseils des autres Etats, et que la république a atteint un degré d'importance et de pouvoir qui lui donne droit à être admis dans ces conseils sur un pied d'égalité avec les Etats les plus influents.

« Les citoyens des Etats-Unis peuvent être persuadés que leurs prétentions si naturelles et si raisonnables ne seront pas combattues en Europe. Ce n'est pas surtout en Angleterre que les contestera. Mais d'un autre côté les Américains comprendront que leur offre de médiation paisse être refusée sans pour cela qu'ils en trouvent offensés. S'ils sont libres de nous offrir leurs bons offices, nous sommes libres à notre tour de ne pas les accepter. La médiation offerte peut être repoussée, et, après de multiples explications, il reste démontré que le médiateur et les puissances belligérantes ne sont pas d'accord sur la nature du différend ou les principes en litige. Cette différence d'opinion mettrait l'une ou l'autre des parties intéressées dans l'impossibilité d'accepter l'arbitrage du médiateur, malgré l'amitié et l'estime existant entre elles et celui-ci.

« Le trait, cela langage, quoique fort respectueux et plein de convenance, est parfaitement clair. Le *Times* n'exprime pas seulement sa propre pensée, c'est celle de l'Angleterre, de la France, de la Turquie, de la Russie même qu'elle traduit dans ces colonnes. L'arbitrage des Etats-Unis, si il eût été accepté, serait une véritable énigme dans l'imbroglio de la question d'Orient. On conçoit que l'Autriche se soit efforcée d'opérer un rapprochement entre les puissances occidentales et la Russie, parce qu'elle avait de graves intérêts à défendre et que la guerre ne pouvait éclater sans qu'elle fut fatalement entraînée à jouer un rôle actif sur les champs de bataille. Elle avait donc à résoudre la question le même intérêt que la France et la Russie